6. Dépenses sociales totales

Définition et mesure

Pour avoir une vue complète du montant total des ressources que chaque pays de l'OCDE consacre au soutien social, il y a lieu de tenir compte des dépenses aussi bien publiques que privées et de la mesure dans laquelle le régime fiscal influe sur le niveau effectif de protection assurée. Pour évaluer l'incidence de la fiscalité sur les dépenses sociales brutes (avant impôts), il faut prendre en compte ce que l'État « récupère » sur les transferts sociaux par le biais de la fiscalité directe sur le revenu tiré des prestations et de la fiscalité indirecte sur les biens et services consommés par les prestataires. L'État peut aussi poursuivre des objectifs sociaux en accordant des avantages fiscaux à caractère social (abattement pour enfants à charge par exemple), qui font que les dépenses sociales totales peuvent être supérieures aux dépenses sociales brutes. Du point de vue de la collectivité, les dépenses sociales « nettes » (c'est-à-dire après impôts), à la fois publiques et privées, sont un meilleur indicateur des ressources affectées à la poursuite d'objectifs sociaux.

Pour mesurer l'impact de la fiscalité sur les dépenses sociales, il faut souvent procéder à des estimations sur la base de séries de microdonnées et de modèles de microsimulation, faute de disposer dans de nombreux cas de données administratives. De même, les données sur les dépenses sociales privées n'étant pas toujours centralisées, les informations correspondantes sont de qualité inférieure à celle des données sur les dépenses sociales publiques (*cf.* EQ5).

En 2005, 13 % en moyenne des dépenses sociales brutes ont été « récupérées » par le biais de la fiscalité nette dans les pays de l'OCDE (tableau EQ6.1). Cette part est cependant variable, et les pays n'occuperont pas forcément le même rang selon qu'ils sont classés en fonction du niveau de dépenses brutes ou du niveau de dépenses nettes. L'examen de l'incidence des impôts et des dépenses fiscales sur les dépenses sociales brutes dans une sélection de pays de l'OCDE appelle plusieurs remarques. Premièrement, c'est dans les pays nordiques très protecteurs – Danemark, Finlande et Suède – que la part des dépenses sociales brutes « récupérée » par le biais des impôts directs sur les prestations est la plus élevée, entre un cinquième et un quart des dépenses brutes retournant dans les coffres de l'État. Deuxièmement, au Mexique, aux États-Unis et en Corée, les dépenses sociales publiques nettes sont supérieures aux dépenses brutes (et les deux agrégats sont à peu près égaux au Canada). En fait, l'écart en faveur des dépenses sociales publiques nettes au Mexique est à peu près équivalent, proportionnellement, à l'écart en faveur des dépenses brutes dans les trois pays nordiques.

Dans 26 pays de l'OCDE, les dépenses sociales publiques nettes ont représenté en moyenne 25 % du RNN, le pourcentage variant de 9 % en Corée à 33 % en Allemagne et 35 % en France. Au bas de l'échelle, les pays à faible niveau de dépenses brutes recourent plus largement aux allègements fiscaux, tandis que les pays nordiques à dépenses brutes élevées récupèrent une part considérable de ces dépenses par le biais de la fiscalité. Ainsi, lorsqu'on tient compte des prestations sociales privées et de l'incidence de la fiscalité, l'écart entre les pays des ratios de dépenses sociales se réduit considérablement. Cependant, ce n'est pas parce que le niveau des dépenses sociales nettes sera plus homogène entre les pays que le degré de redistribution obtenu par le biais des systèmes d'imposition et de prestations sera lui aussi uniforme – ces moyennes nationales ne donnant aucune indication sur l'affectation des dépenses au sein des pays.

Les dépenses sociales totales nettes, dépenses privées comprises, s'élèvent en moyenne à 28 % du RNN dans la zone OCDE (graphique EQ6.2). La prise en compte des dépenses privées fait grimper la part des dépenses sociales dans le RNN de 3 points de pourcentage en moyenne. Le pays qui profite le plus de la prise en compte des dépenses privées en termes de classement est les États-Unis : avant-avant dernier en ce qui concerne les dépenses sociales publiques brutes, ce pays se hisse au-dessus de la moyenne de l'OCDE en termes de dépenses sociales totales (31 % du RNN). Cette remontée peut s'expliquer par la part importante des dépenses privées – 10 points de pourcentage – aux États-Unis.

Notes du tableau et du graphique

Tableau EQ6.1 : . . Données non disponibles ; – Zéro.

Graphique EQ6.2 : Les pays sont classés par ordre décroissant de leurs dépenses sociales totales nettes; un ajustement étant nécessaire pour les impôts indirects, les dépenses sociales nettes sont liées au RNN au coût des facteurs plutôt qu'au RNN au prix du marché.

PANORAMA DE LA SOCIÉTÉ 2009 : LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE – ISBN 978-92-64-05693-0 – © OECD 2009

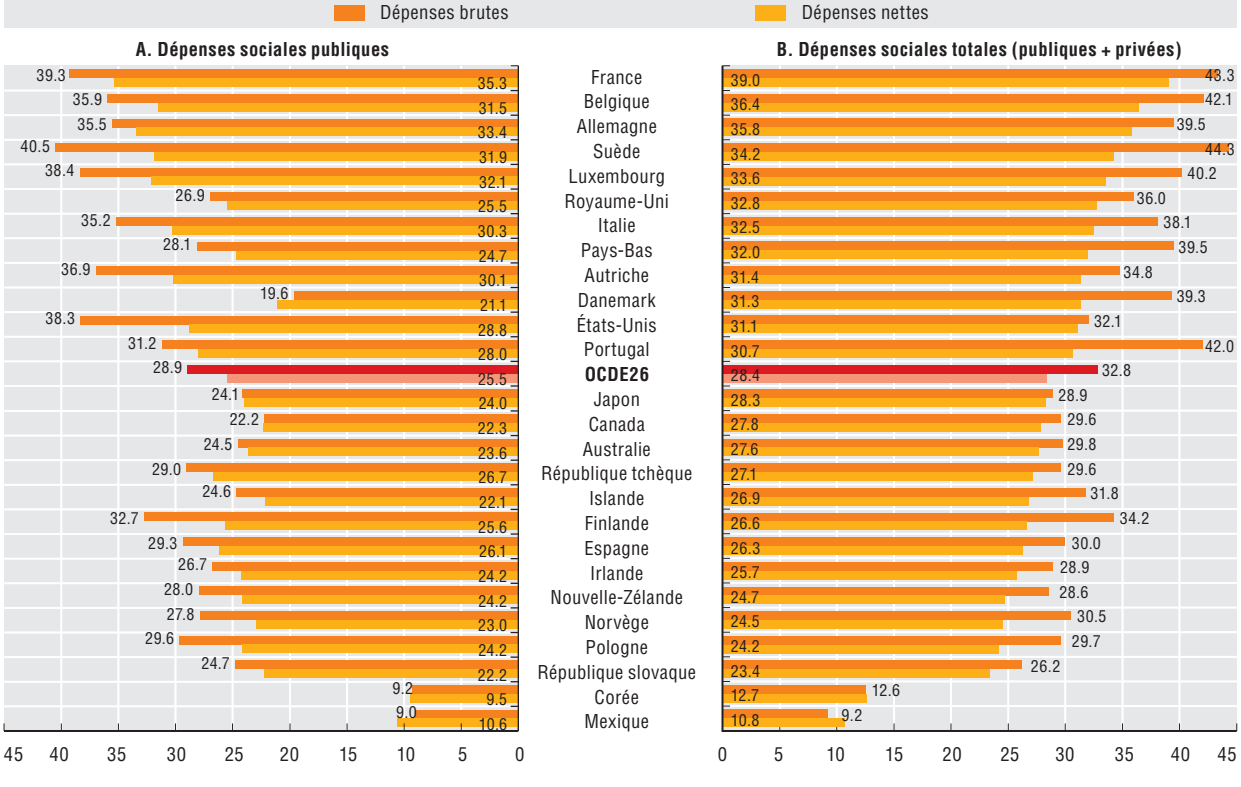
EQ6.1. Des dépenses sociales publiques brutes aux dépenses sociales publiques nettes

Pourcentage du RNN au coût des facteurs, 2005

	Australie	Autriche	Belgique	Canada	République tchèque	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Islande	Irlande	Italie	Japon	Corée	Luxembourg	Mexique	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Pologne	Portugal	République slovaque	Espagne	Suède	Royaume-Uni	États-Unis	**OCDE26**
Dépenses sociales publiques brutes	24.5	36.9	35.9	22.2	29.0	38.3	32.7	39.3	35.5	24.6	26.7	35.2	24.1	9.2	38.4	9.0	28.1	28.0	27.8	29.6	33.5	24.7	29.3	40.5	26.9	19.6	**28.8**
– Impôts directs et cotisations sociales prélevées sur les transferts	0.3	3.3	1.9	0.5	0.0	5.7	3.5	1.9	1.8	1.0	0.3	2.7	0.3	0.0	1.3	–	3.1	1.9	2.3	2.2	1.1	–	1.6	5.5	0.3	0.6	**1.8**
– Impôts indirects sur les biens et services consommés par les bénéficiaires de prestations sociales en espèces	1.1	3.6	3.2	1.0	3.0	3.9	3.6	3.3	2.6	1.6	2.9	2.6	0.8	0.5	4.9	0.2	2.2	2.0	2.7	3.4	3.3	2.6	2.2	3.2	1.7	0.4	**2.4**
+ Allègements fiscaux à caractère social (sauf pensions)	0.5	0.1	0.6	1.5	0.7	0.0	–	1.3	2.3	–	0.6	0.3	1.0	0.7	0.0	1.8	1.0	0.1	0.1	0.1	1.2	0.1	0.6	–	0.5	2.5	**0.8**
= Dépenses sociales publiques nettes	23.6	30.1	31.5	22.3	26.7	28.8	25.6	35.3	33.4	22.1	24.2	30.3	24.0	9.5	32.1	10.6	23.8	24.2	23.0	24.2	30.4	22.2	26.1	31.9	25.5	21.1	**25.5**
Pour mémoire																											
Allègements fiscaux à caractère social applicables aux pensions	2.8	0.1	0.2	2.3	0.2	. .	0.2	0.0	1.2	1.5	2.2	0.0	0.1	. .	. .	0.1	. .	. .	0.8	0.3	0.1	0.2	0.4	0.0	1.6	1.0	. .

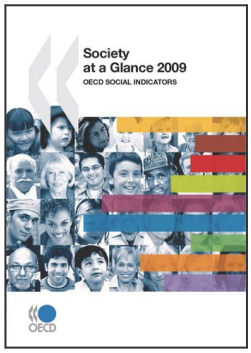
EQ6.2. Des dépenses sociales publiques aux dépenses sociales totales

Pourcentage du RNN au coût des facteurs, 2005



Source : OCDE (2008), *Base de données sur les dépenses sociales, 1980-2005* (*www.oecd.org/els/social/depenses*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/550438273480



Extrait de :

Society at a Glance 2009

OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/soc_glance-2008-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Dépenses sociales totales », dans *Society at a Glance 2009 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2008-21-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.